

XIII.

BUDGET

DES

RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE

POUR L'EXERCICE 1893.



NOTE PRÉLIMINAIRE.

Le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre est dressé en vertu de l'article 24 de la loi du 15 mai 1846 sur la comptabilité publique. Il comprend les fonds de tiers ou particuliers dont le Trésor effectue la recette et le remboursement.

Le Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre de l'exercice 1892 s'élevait à fr. 1,000,175,009 »
 Les évaluations pour 1893 montent à 1,016,982,071 »

La différence en plus, soit. . fr. 16,807,062 »

résulte des augmentations et des diminutions proposées pour les articles ci-après, à l'effet de les mettre en rapport avec les faits constatés :

AUGMENTATIONS.

ART. 4. — Fonds communal institué par la loi du 18 juillet 1860 fr.	454,650 »
ART. 5. — Réserve du fonds communal	20,000 »
ART. 6. — Fonds spécial des communes (loi du 19 août 1889).	549,512 »
ART. 11. — Remboursements de prêts agricoles faits par la Caisse générale d'épargne	20,000 »
ART. 12. — Dépôts effectués chez les percepteurs des postes, pour le compte de la Caisse générale d'épargne.	5,100,000
ART. 30. — Recettes effectuées par l'Administration des Télégraphes pour le compte des offices télégraphiques avec lesquels elle est en relation.	150,000 »
ART. 33. — Encaissement et paiement des effets de commerce par la poste.	5,000,000 »
ART. 46. — Consignations de toute nature	500,000 »
ART. 50. — Encaissement et paiement de quittances pour compte de tiers.	5,000,000 »
ART. 54. — Remboursement des droits de pilotage à l'Administration néerlandaise	5,000 »
ART. 55. — Remboursement à la ville d'Ostende de la moitié du droit de passage aux écluses (arrêté royal du 10 juin 1822).	1,000 »
ART. 57. — Colonies agricoles de bienfaisance d'Hoogstraeten-Merxplas	58,000 »
A REPORTER. fr.	16,637,962 »

NOTE PRÉLIMINAIRE.

	REPORT. . . fr.	16,637,962 »
ART. 58. — Dépôt de mendicité de Bruges.	fr.	12,000 »
ART. 59. — Colonie d'aliénés à Gheel		54,000 »
ART. 60. — Asile des hommes aliénés à Tournai		4,000 »
ART. 62. — Institution royale de Messines.		47,000 »
ART. 65. — Produit des laboratoires d'analyses de l'État		16,000 »
ART. 66. — Produit des conférences données aux élèves dro-		
quistes.		2,000 »
ART. 84. — Service des télégraphes.		50,000 »
ART. 92. — École militaire. — Pension des élèves		137,000 »
	TOTAL des augmentations. . . fr.	16,959,962 »

DIMINUTIONS.

ART. 59 (ancien). — Dépôt de mendicité de		
Reckheim (supprimé). fr.	152,000 »	
ART. 74. — Produit du Jardin botanique	900 »	
	TOTAL des diminutions. . . fr.	152,900 »
	DIFFÉRENCE ÉGALE. . . fr.	16,807,062 »

ART. 4. — Fonds communal.

Le tableau ci-après indique, suivant les évaluations des Voies et Moyens pour 1893, les revenus du fonds communal.

NATURE DES PRODUITS.	ÉVALUATIONS.		
	PRODUIT BRUT.	PART DU FONDS COMMUNAL.	
		%.	Montant.
<i>Droits de douane.</i>			
Café	2,400,000 »	100	2,400,000 »
Eaux-de-vie	1,600,000 »	31.970628	511,550 »
Bières	250,000 »	(¹)	87,500 »
Vinaigres et acides acétiques.	400,000 »	55	140,000 »
Sucres	250,000 »		87,500 »
<i>Droits d'accise.</i>			
Vins.	4,800,000 »	35	1,680,000 »
Eaux-de-vie	55,000,000 »	31.970628	11,189,720 »
Bières	14,975,000 »	(¹)	5,241,250 »
Vinaigres de bières.	25,000 »		8,750 »
Vinaigres autres que de bières	7,000 »	55	2,450 »
Acides acétiques.	75,000 »		26,250 »
Sucres	5,750,000 »		2,012,500 »
<i>Postes.</i>			
Recettes de toute nature, sauf le droit sur les effets de commerce.	17,270,000 »	41	7,080,700 »
	TOTAL. fr.		30,468,150 »

(¹) Pour cette proportion, voir la note à l'appui des évaluations de recette sur les accises (Voies et Moyens, art. 6).

NOTE PRÉLIMINAIRE.

La somme de 50,468,150 francs est supérieure à la moyenne des sommes réparties et à répartir pendant les trois dernières années ⁽¹⁾. L'excédent devra en conséquence être attribué, le cas échéant, à la réserve, conformément au paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1862.

Le revenu de la réserve, en 1895, comprendra les intérêts à échoir sur les titres déjà acquis et sur les placements à effectuer en 1892 et en 1895. Ces intérêts peuvent être évalués à 550,000 francs.

Compte rendu de la situation du fonds communal pour l'année 1891.

Aux termes de l'article 17 de la loi du 18 juillet 1860, portant abolition des octrois communaux, il doit être rendu compte, chaque année, aux Chambres de la situation du fonds communal.

Pour se conformer à cette disposition, on donne ci-après :

- 1° Le décompte des revenus du fonds communal en 1891 (annexe A);
- 2° Le compte de la réserve à la fin de ladite année (annexe B);
- 3° L'état de la répartition du fonds communal et du fonds spécial pour l'année 1891 (annexe C);
- 4° Un relevé présentant le montant et l'emploi des revenus du fonds communal depuis sa création (annexe D).

Il résulte de l'annexe A que le revenu du fonds communal a été en 1891 de 52,407,543 francs. Ce revenu est supérieur à la moyenne des sommes réparties pendant les trois dernières années ⁽²⁾. D'un autre côté, la réserve dépassant, au 31 décembre de cette année, le tiers de la moyenne des sommes réparties en 1888, 1889 et 1890, la différence, soit fr. 76,084 06 est attribuée au fonds communal (annexe B). La somme répartie en 1891 s'élève donc à fr. 52,485,427 06 (52,407,543 + 76,084 06).

⁽¹⁾ Les sommes réparties et à répartir entre les communes pendant les années 1890 à 1892 s'élèvent, savoir :

En 1890.	fr.	28,195,261 40
— 1891.		52,485,427 06
— 1892 (prévisions)		50,035,500 »
ENSEMBLE.	fr.	90,710,188 46
MOYENNE.		30,256,729 49

⁽²⁾ Les sommes réparties entre les communes pendant les années 1888 à 1890 s'élèvent, savoir :

En 1888.	fr.	28,406,558 62
— 1889.		28,128,563 59
— 1890.		28,193,261 40
ENSEMBLE.	fr.	84,728,385 61
MOYENNE.		28,242,794 54

NOTE PRÉLIMINAIRE.

ART. 6. — *Fonds spécial.*

D'après les évaluations des Voies et Moyens pour 1893, les revenus du fonds spécial sont fixés comme il suit :

Droit de licence	fr. 900,000 »
Droits d'entrée sur le bétail et sur les viandes	2,000,000 »
Somme nécessaire, à prélever sur le produit des droits d'entrée, pour faire la quote-part à allouer aux communes à raison de 1 franc par habitant	fr. 3,169,321 »
	<hr/>
TOTAL.	fr. 6,069,321 »
	<hr/>

ART. 92. — *École militaire. — Pension des élèves.*

Les sommes versées dans les caisses de l'État par les familles des élèves de l'École militaire sont inscrites au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre, conformément à une proposition émanant de la Commission de la guerre du Sénat, et à laquelle le Gouvernement s'est rallié pour les motifs exposés au Budget du Ministère de la Guerre.

Le Conseil d'administration de l'École militaire disposera de ces sommes, savoir :

Pour les chefs de division, à raison de fr. 2 50 par journée de présence d'après les constatations des feuilles de revue des élèves de l'École militaire;

Pour les sous-chefs de division, à raison de fr. 2 25;

Pour les élèves, à raison de 2 francs.

Le reliquat sera versé annuellement au Budget des Voies et Moyens.



PROJET DE LOI.

LEOPOLD II,

ROI DES BELGES,

À tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances, et de l'avis de Notre Conseil des Ministres,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom, à la Chambre des Représentants, par Notre Ministre des Finances :

ARTICLE UNIQUE.

Les recettes et les dépenses pour ordre de l'exercice 1895 sont évaluées respectivement à la somme de un milliard seize millions neuf cent quatre-vingt-deux mille septante et un francs (1,016,982,071 fr.), conformément au tableau ci-annexé.

Donné à Laeken, le 25 février 1892.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

A. BEERNAERT.

BUDGET
DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE DE L'EXERCICE 1893.

N° DES ARTICLES.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	Prévisions DES RECETTES et DES DÉPENSES.	Total par CHAPITRE.												
TITRE I. — RECETTES ET DÉPENSES POUR ORDRE.															
CHAPITRE PREMIER.															
<i>Fonds de tiers déposés au Trésor et dont le remboursement a lieu avec l'intervention du Ministre des Finances.</i>															
1	Cautionnements versés en numéraire dans les caisses du Trésor par les comptables de l'État, les receveurs communaux et les receveurs des hospices et des bureaux de bienfaisance, pour sûreté de leur gestion, et par des contribuables, négociants ou commissionnaires, en garantie du paiement de droits de douane, d'accise, etc.	4,800,000													
2	Cautionnements versés en numéraire par les entrepreneurs, adjudicataires, concessionnaires de travaux publics, et par les agents commerciaux.	2,100,000													
5	Fonds provinciaux. <table style="margin-left: 20px; border: none;"> <tr> <td style="font-size: 2em; vertical-align: middle;">}</td> <td>Versements faits directement dans la caisse de l'État.</td> <td style="text-align: right;">1,200,000</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>Impôts recouvrés par les comptables de l'Administration des contributions directes, douanes et accises, déduction faite des frais de perception</td> <td style="text-align: right;">11,000,000</td> <td></td> </tr> <tr> <td></td> <td>Revenus recouvrés par les comptables de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, déduction faite des frais de perception</td> <td style="text-align: right;">500,000</td> <td></td> </tr> </table>	}	Versements faits directement dans la caisse de l'État.	1,200,000			Impôts recouvrés par les comptables de l'Administration des contributions directes, douanes et accises, déduction faite des frais de perception	11,000,000			Revenus recouvrés par les comptables de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, déduction faite des frais de perception	500,000		12,700,000	
}	Versements faits directement dans la caisse de l'État.	1,200,000													
	Impôts recouvrés par les comptables de l'Administration des contributions directes, douanes et accises, déduction faite des frais de perception	11,000,000													
	Revenus recouvrés par les comptables de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, déduction faite des frais de perception	500,000													
4	Fonds communal institué par la loi du 18 juillet 1860	50,468,150													
5	Réserve du fonds communal (art. 2 de la loi du 20 décembre 1862)	350,000													
6	Fonds spécial des communes (loi du 19 août 1889)	6,069,521													
7	Fonds locaux. — Versements faits par les communes pour être affectés, par l'autorité provinciale, à des dépenses locales	550,000													
8	Dépôts effectués chez les receveurs des contributions directes, pour le compte de la Caisse générale d'épargne	600,000													
9	Versements effectués chez les receveurs des contributions, par les trésoriers des succursales de la Caisse d'épargne.	700,000													
10	Dépôts effectués chez les receveurs de l'enregistrement et des domaines, pour le compte de la Caisse générale d'épargne	40,000													
11	Remboursements de prêts agricoles faits par la Caisse générale d'épargne.	500,000													
12	Dépôts effectués chez les percepteurs des postes, pour le compte de la Caisse générale d'épargne	140,400,000													
13	Caisse de retraite instituée par la loi du 16 mars 1865	100,000													
14	Caisse des veuves et orphelins du Département des Finances	1,200,000													
15	— — — des Chemins de fer, Postes et Télégraphes	1,000,000													
16	— — — de l'Intérieur et de l'Instruction publique.	250,000													
17	— — — des Affaires Étrangères	100,000													
18	— — — de la Justice	150,000													
19	— — — des professeurs, fonctionnaires et employés de l'ordre administratif et enseignant de l'Administration de l'Instruction publique	250,000													
20	— — — des professeurs et instituteurs communaux	550,000													
21	— — — de l'ordre judiciaire	580,000													
22	— — — des officiers de l'armée.	1,000,000													
23	Caisse de prévoyance des pilotes et autres agents de la marine.	100,000													
24	Caisse centrale de prévoyance des secrétaires communaux	255,000													
25	Masse d'habillement de l'Administration des chemins de fer de l'État	700,000													
26	Caisse de remplacement par le Département de la Guerre	2,700,000													
27	Caisse de retraite et de secours des ouvriers du chemin de fer	900,000													
28	Recettes effectuées par l'Administration des chemins de fer de l'État, pour le compte des sociétés concessionnaires et restitutions au Budget pour ordre comme valeurs de rempli.	5,700,000													
29	Recettes effectuées par l'Administration des Postes pour le compte des administrations postales étrangères avec lesquelles elle est en relation	5,000,000													
30	Recettes effectuées par l'Administration des Télégraphes pour le compte des offices télégraphiques avec lesquels elle est en relation	1,000,000													
31	Fonds pour l'encouragement du service militaire	17,000													
32	Fonds de toute autre nature versés dans les caisses du Trésor public, pour le compte de tiers.	100,000													
33	Encaissement et paiement des effets de commerce par la poste.	470,000,000													
34	Remise des correspondances par exprès	20,000													
35	Fonds de prévision monétaire (Loi du 17 mai 1886, art. 2)	20,000													
36	Fonds disponibles des établissements de bienfaisance et d'aliénés	200,000													
37	Bureau international pour la publication des tarifs douaniers	126,000													
A REPORTER.		fr.	649,505,471												

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE. (Suite.)

N° DES ARTICLES.	DESIGNATION DES SERVICES.	Prévisions DES RECETTES et DES DÉPENSES.	Total par CHAPITRE.
	REPORT. fr.	»	649,595,471 »
	CHAPITRE II.		
	<i>Fonds de tiers déposés au Trésor et dont le remboursement a lieu directement par les comptables qui en ont opéré la recette.</i>		
	Ministère des Finances.		
	<i>Administration des contributions directes, douanes et accises.</i>		
38	Répartition du produit des amendes, saisies et confiscations en matière de contributions directes, douanes et accises (caisse du contentieux)	500,000 »	
39	Fonds réservé dans le produit des amendes, saisies, confiscations et préemptions	175,000 »	
40	Impôts et produits recouvrés au profit des communes	17,500,000 »	
41	Masse d'habillement et d'équipement de la douane	170,000 »	
42	Sommes versées pour garantie de droits et d'amendes éventuellement dus	600,000 »	
45	Frais payés aux commissaires spéciaux (art. 88 de la loi communale).	6,000 »	
	<i>Administration de l'enregistrement et des domaines.</i>		
44	Amendes diverses et autres recettes soumises et non soumises aux frais de régie	250,000 »	
45	Amendes et frais de justice en matière forestière	14,000 »	
46	Consignations de toute nature	8,800,000 »	
	Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.		
	<i>A. — Administration des Chemins de fer.</i>		
47	Encaissement et paiement pour le compte de tiers du chef de transport de marchandise (Déboursés et remboursements)	65,500,000 »	
48	Prix de transport afférent aux parcours effectués sur les chemins de fer dont les gares ne sont pas tarifées directement avec celles du chemin de fer de l'État (ports au delà).	80,000 »	
49	Comptes courants des comptables du chemin de fer avec les industriels	270,000 »	
	<i>B. — Administration des Postes.</i>		
50	Encaissement et paiement de quittances pour compte de tiers	125,000,000 »	562,528,400 »
51	Fonds confiés à la poste et rendus payables sur mandats et bons de poste	158,500,000 »	
52	Abonnements-poste aux journaux payés aux éditeurs	2,000,000 »	
55	Encaissement et paiement de coupons	2,000,000 »	
	<i>C. — Administration de la Marine.</i>		
54	Remboursement des droits de pilotage à l'Administration néerlandaise	55,000 »	
55	Remboursement à la ville d'Ostende de la moitié du droit de passage aux écluses (arrêté royal du 10 juin 1822).	6,000 »	
	Ministère de la Justice.		
56	Masse des détenus (administration des prisons)	218,000 »	
57	Colonies agricoles de bienfaisance d'Hoogstraeten-Merxplas	1,252,000 »	
58	Dépôt de mendicité de Bruges	152,000 »	
59	Colonie d'aliénés à Gheel	760,000 »	
60	Asile des hommes aliénés à Tournai	365,000 »	
61	Asile des femmes aliénées à Mons.	500,000 »	
62	Institution royale de Messines	170,000 »	
	Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.		
65	Pensions payées par les élèves de l'Institut agricole de l'État	50,000 »	
64	Rétributions payées par les élèves de l'École de médecine vétérinaire de l'État	55,000 »	
65	Produit des laboratoires d'analyses de l'État	56,000 »	
66	Produit des conférences données aux élèves-droguistes	6,000 »	
	A REPORTER. fr.		1,012,123,471 »

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE. (Suite.)

N° DES ARTICLES.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS DES RECETTES et des DÉPENSES.	TOTAL par CHAPITRE.
	REPORT. fr.	»	1,012,123,471 »
	TITRE II. — DÉPENSES SUR RESSOURCES SPÉCIALES.		
	<i>Fonds spéciaux rattachés aux fonds de tiers et dont il n'est disposé qu'en vertu d'ordonnances visées par la Cour des Comptes.</i>		
	§ 1 ^{er} . — SUBSIDES. — PARTS CONTRIBUTIVES DE TIERS DANS LA DÉPENSE DE TRAVAUX PUBLICS.		
67	Subsides offerts à l'État pour construction de routes.	100,000 »	} 1,250,000 »
68	Subsides pour travaux d'utilité publique.	100,000 »	
69	Part d'intervention des provinces, des communes et des particuliers intéressés dans la dépense de travaux d'amélioration du régime de l'Yser	50,000 »	
70	Fonds provenant de l'intervention de tiers dans les dépenses de premier établissement, d'extension ou de parachèvement de chemins de fer	1,000,000 »	
	§ 2. — FONDS DE REMPLI.		
	<i>Fonds de rempli provenant soit de la vente ou de la cession de vieux matériaux et d'objets hors d'usage, soit du remboursement d'avances budgétaires concernant les services suivants :</i>		
	Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique.		
71	Droits d'inscription affectés aux dépenses des jurys chargés de la délivrance des certificats de capacité pour l'enseignement du dessin, de la gymnastique, des travaux à l'aiguille, des travaux manuels (écoles de garçons), de l'économie domestique et de l'agriculture (enseignement primaire) ainsi que pour l'enseignement dans les écoles gardiennes (jardins d'enfants).	8,000 »	} 5,528,600 »
72	Expositions générales des beaux-arts	15,000 »	
	Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des travaux publics.		
73	Service de l'atelier de photographie de l'administration des ponts et chaussées. Fournitures diverses; frais de surveillance et de confection de clichés photographiques, autographiques. etc. Indemnité à l'agent chargé de la vente des plans et salaires d'ouvriers supplémentaires et temporaires	16,000 »	
74	Produit du Jardin botanique.	100 »	
75	Redevances payées par les fabricants et marchands soumis au contrôle des laboratoires d'analyses de l'État	7,000 »	
76	Recettes et dépenses relatives à l'exécution de la loi du 4 août 1890. — Produit des conférences et des examens pour l'obtention du certificat d'expert-inspecteur des viandes. — Prélèvement et analyse d'échantillons.	5,000 »	
	Ministère des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.		
	A. — Chemins de fer.		
77	Billes, rails et accessoires, matériel fixe tenant à la voie	1,000,000 »	
78	Service des voies et travaux, non compris les objets dénommés à l'article précédent.	200,000 »	
79	Service de la traction et du matériel.	1,000,000 »	
80	Service des transports	500,000 »	
81	Services en général	200,000 »	
82	Versements ayant une affectation spéciale ou concernant plusieurs services.	100,000 »	
	B. — Postes.		
83	Service des postes	12,000 »	
	C. — Télégraphes.		
84	Service des télégraphes	250,000 »	
	A REPORTER. fr.	3,113,100 »	1,016,882,071 »

BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE. (Suite.)

N° DES ARTICLES.	DÉSIGNATION DES SERVICES.	PRÉVISIONS DES RECETTES et des DÉPENSES.	TOTAL par CHAPITRE.
	REPORT. fr.	5,113,100 »	1,016,882,071 »
	D. — Marine.		
85	Service de la traction et du matériel	20,000 »	
	E. — Services divers.		
86	Droits d'inscription affectés aux dépenses des jurys chargés de procéder aux épreuves pour l'admission aux emplois d'ingénieur et de sous-chef de section (arrêté royal du 28 janvier 1888).	500 »	
	Ministère de la Guerre.		
87	Service des établissements de fabrication de l'artillerie	20,000 »	
88	Service de l'Institut cartographique militaire	15,000 »	
89	Service des objets de couchage de l'État	5,000 »	
90	Service de la pharmacie centrale de l'armée.	18,000 »	
91	Service de la remonte spéciale des officiers.	200,000 »	
92	École militaire. — Pension des élèves	157,000 »	
	§ 5. — SERVICES DIVERS.		
93	Cautionnements des entrepreneurs défallants.	10,000 »	
94	Fonds de provision pour l'aménagement des terrains des anciennes fortifications de Nieupoort	90,000 »	100,000 »
	TOTAL DU BUDGET DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE. fr.		1,016,982,071 »

Vu et approuvé pour être annexé à Notre arrêté
du 28 février 1892.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

A. BEERNAERT.

ANNEXES AU BUDGET

DES RECETTES ET DES DÉPENSES POUR ORDRE DE L'EXERCICE 1893.

ANNEXE A.

DÉCOMPTE DES REVENUS DU FONDS COMMUNAL EN 1891.

NATURE DES PRODUITS.	Évaluations du BUDGET.	MONTANT DES RECETTES effectuées en 1891.			Remboursement de droits indûment perçus.	RESTE.	Parti attribuée au FONDS COMMUNAL.	
		Exercice 1890.	Exercice 1891.	TOTAL.			TAUX.	MONTANT.
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.
Café (Droit de douane).	2,550,000	•	2,488,511 38	2,488,511 38	3,755 65	2,484,555 73	100 %	2,484,555 75
Eaux-de-vie étrangères . . id. .	1,500,000	•	1,754,055 20	1,754,055 20	27,530 60	1,726,695 51	(¹)	604,542 75
Bières id. .	400,000	•	516,649 75	516,649 75	845 15	515,804 62	55 %	110,551 60
Vinaigres et acides acétiques. id. .	600,000	•	389,466 25	389,466 25	8,201 54	381,264 71		155,442 63
Vins (Droit d'accise).	4,520,000	25 55	5,722,548 10	5,722,575 63	55,480 10	5,688,895 44	(¹)	1,991,112 70
Eaux-de-vie indigènes . id. .	54,060,000	224,792 58	57,185,516 92	57,408,360 50	126 52	57,408,182 98		15,092,864 04
Bières id. .	14,048,000	1,527 90	14,906,554 71	14,908,082 61	41,954 46	14,866,148 15	35 %	5,205,151 85
Vinaigres de bières . . id. .	16,000	•	17,616 17	17,616 17	•	17,616 17		6,165 66
Id. autres que de bières. id. .	2,700	616 54	16,663 20	17,279 54	•	17,279 54	6,047 84	
Acide acétique . . . id. .	5,200	•	68,205 40	68,205 40	•	68,205 40	25,871 19	
Sucres (Droits de douane et d'accise).	6,000,000	1,009,877 17	4,991,219 13	6,001,096 50	1,888 35	5,009,207 95		2,099,722 78
TOTAL des droits de douane et d'accise, le droit sur le café excepté .	60,951,900	1,256,859 52	65,566,270 85	66,605,110 55	113,815 88	66,489,294 47		25,271,255 04
Postes	16,590,000	507,168 92	15,715,955 07	16,225,101 99	•	16,225,101 99	41 %	6,651,471 82
TOTAL fr.	79,891,900	1,744,028 44	85,570,515 28	85,514,525 72	117,571 55	85,196,952 10		(¹) 32,407,545 •
Prélèvement opéré en exécution du § 2 de l'article 5 de la loi du 20 décembre 1862								76,084 06
								Somme répartie. fr. 32,485,427 06

(¹) L'application de l'article 129 de la loi du 18 juillet 1887, attribuant au fonds communal une quotité (pour cent) supérieure à 35 %, il y a lieu de reprendre, comme base de répartition, ce dernier taux qui a été fixé par la loi du 20 décembre 1862.

(²) Pour régulariser une erreur commise en 1890, la quote-part du fonds communal a été augmentée de fr. 62 41.

COMPTÉ

DE LA RÉSERVE DU FONDS COMMUNAL A LA FIN DE L'ANNÉE 1891.

A. — Comptes des recettes et des dépenses pour l'année 1891.

D'après le compte annexé au Budget des Recettes et des Dépenses pour ordre de l'exercice 1892, la réserve ordinaire du fonds communal présentait, au 31 décembre 1890, un solde disponible de fr. 204 79

Recettes. — Retenue opérée en exécution du paragraphe 2 de l'article 2 de la loi du 20 décembre 1862 361,803 19

Semestres d'intérêts échus le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 1891 sur un capital nominal de 263,600 francs en titres de la Dette publique à 2 1/2 % 6,590 »

Semestre d'intérêts échu le 1^{er} mai 1891 sur un capital nominal de 6,565,500 francs en obligations de la Dette publique à 3 % 98,482 50

Semestre d'intérêts échu le 1^{er} novembre 1891 sur un capital nominal de 6,738,400 francs en obligations de la même Dette. 101,076 »

Semestres d'intérêts échus le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet 1891 sur un capital nominal de 786,900 francs en titres de la Dette publique à 3 1/2 % (1^{re} série) 27,541 50

Semestres d'intérêts échus le 1^{er} mai et le 1^{er} novembre 1891 sur un capital nominal de 2,726,200 francs en titres de la même Dette (2^e série) 95,417 »

Semestres d'intérêts échus le 1^{er} février et le 1^{er} août 1891 sur un capital nominal de 438,400 francs en obligations de la même Dette (3^e série) 15,344 »

TOTAL DES RECETTES. . . fr. 706,460 98

Dépenses. — Prix d'achat d'un capital nominal de 148,100 francs en titres de la Dette publique à 3 % (1) 146,123 18

Prix de 17,100 francs de la même Dette (2) . 16,967 23

— de 7,700 — — (3) 7,648 54

— de 150,600 — — (4) 148,765 66

— de 16,800 — à 3 1/2 % (2^e série) (5) 17,185 26

— de 7,400 — — (6) 7,587 36

— de 355,000 — — (7) 361,736 75

706,013 98

SOMME DISPONIBLE. . . fr. 447 »

(1) Y compris	fr.	24 68, montant des intérêts bonifiés.		
(2)	—	89 77	—	—
(3)	—	60 31	—	—
(4)	—	80 20	—	—
(5)	—	107 80	—	—
(6)	—	76 26	—	—
(7)	—	5,706 50	—	—

B. — Situation de la réserve au 31 décembre 1891.

Retenues sur le revenu du fonds communal	{	1863 à 1890. . . 8,172,548 49	}	8,172,548 49	}	15,327,522 87
		1891.				
Bénéfice sur la vente de titres	{	1875 à 1890. . . 466,425 63	}	466,425 63		
		1891.				
Intérêts des capitaux placés	{	1864 à 1890. . . 6,548,013 27	}	6,688,348 75		
		1891. . . (1) 340,335 48				
A déduire :						
Prélèvement sur la réserve au profit des communes.	{	1864 à 1890. . . 5,832,042 08	}	5,832,042 08	}	5,836,973 96
		1891.				
Perte sur la vente de titres.	{	1875 à 1890. . . 4,931 88	}	4,931 88		
		1891.				
				RESTE. fr.	9,490,548 91	

Cette somme dépassant le maximum de la réserve (art. 2, § 5 de la loi du 20 décembre 1862) qui est de (2) fr. 9,414,264 85

il y a lieu d'attribuer la différence au fonds communal, soit fr. 76,084 06

Au 31 décembre 1891, la réserve possédait les valeurs ci-après :

En 2 1/2 % un capital nominal de . . . fr.	265,600 »
— 3 %	6,889,000 »
— 3 1/2 % (1 ^{re} série) —	786,900 »
— 3 1/2 % (2 ^e série) —	2,726,200 »
— 3 1/2 % (3 ^e série) —	438,400 »
Ces valeurs représentent fr.	9,489,901 91

Il restait à cette date :

1° A employer le solde disponible . . . fr.	447 »	}	75,637 06
2° A effectuer, en exécution de l'article 2, § 3 de la loi du 20 décembre 1862 (voir annexe A), un prélèvement de	76,084 06		
RESTE. . . . fr.			

(1) Déduction faite d'une somme de fr. 4,115 52, montant des intérêts bonifiés par suite d'achats de titres.

(2) Sommes réparties pendant les trois dernières années :

1888. fr.	28,400,558 62
1889.	28,128,563 59
1890.	28,193,261 40

ENSEMBLE. fr. 84,728,383 61

MOYENNE. 28,242,704 54

1/3 OU MAXIMUM 9,414,264 85

Le montant de la réserve ne peut dépasser le tiers de la moyenne des sommes réparties pendant les trois dernières années (art. 2, § 3 de la loi du 20 décembre 1862).

ANNEXE C.

État de la répartition du fonds communal et du fonds

N° D'ORDRE.	COMMUNES.	FONDS COMMUNAL.		
		CONTRIBUTIONS directes EN 1890 (principal).	Revenu net des OCTROIS EN 1889. — Minimum de QUATRE-PART des communes à octroi.	SOMMES revenant AUX COMMUNES dans la répartition au delà du minimum indiqué dans la colonne précédente.
1.	2.	3.	4.	5.
		francs.	francs.	francs.
1	Nieuport	16,293 45	25,576 27	°
2	Termonde	62,245 10	82,117 02	°
3	Bruges	404,069 83	445,684 61	°
4	Lokeren	83,554 55	86,752 35	3,001 00
5	Gand	1,407,597 70	1,549,051 "	60,379 21
6	Hasselt	88,915 01	91,105 80	4,446 75
7	Hodimont	32,002 48	32,090 30	2,566 43
8	Mons	520,703 56	517,815 50	26,836 47
9	Saint-Nicolas	146,563 08	144,157 27	13,553 47
10	Malines	503,650 31	207,258 68	29,086 60
11	Tournai	306,205 40	204,761 71	54,307 50
12	Arlon	53,075 36	50,914 47	6,124 27
13	La Bouverie	15,000 51	14,192 35	1,957 90
14	Louvain	359,724 15	540,740 50	45,845 91
15	Ypres	123,856 48	114,011 23	19,094 18
16	Furnes	53,551 67	29,761 95	6,275 70
17	Maeseyck	15,857 37	14,180 65	2,860 86
18	Lierre	95,888 13	82,582 54	20,466 20
19	Turnhout	75,956 83	64,900 °	16,728 87
20	Bruxelles	3,378,628 80	2,863,166 07	767,760 48
21	Liège	1,499,226 14	1,267,562 98	543,817 27
22	Poperinghe	47,973 83	40,536 65	11,219 62
23	Diest	48,995 36	40,998 58	11,633 34
24	Audenarde	41,404 08	34,591 32	9,904 59
25	Ostende	226,654 90	180,307 21	63,251 66
26	Frameries	32,805 21	24,996 86	10,255 91
27	Namur	285,482 53	214,715 74	92,085 08
28	Tirlemont	94,015 34	70,034 07	31,001 83
29	Menin	56,714 38	41,662 70	19,286 80
30	Philippeville	8,533 57	6,242 72	2,928 00
31	Ath	61,611 91	44,795 98	21,416 77

spécial pour l'année 1891. — Communes à octroi.

		FONDS SPÉCIAL.		Observations.
QUOTE-PART		POPULATION	SOMMES	
de		de droit d'après	revenant aux	
chaque commune		le	communes	
6.		recensement	dans le fonds	
		décennal de	spécial.	
		1880.		
		7	8	
			9.	
francs		habitants.	francs	
23,376 27		5,125	5,125 •	
82,117 02		8,544	8,544 •	
445,684 61		44,501	44,501 •	
89,793 95		17,770	17,770 •	
1,609,430 21		131,451	131,451 •	
95,552 55		12,192	12,192 •	
34,456 73		4,372	4,372 •	
344,651 07		24,049	24,049 •	
157,510 74		25,914	25,914 •	
520,525 28		42,334	42,334 •	
529,069 01		32,566	32,566 •	
57,038 74		7,149	7,149 •	
16,150 34		6,177	6,177 •	
386,586 41		36,008	36,008 •	
133,105 41		15,755	15,755 •	
56,035 63		5,085	5,085 •	
17,041 51		4,354	4,354 •	
105,048 54		17,135	17,135 •	
81,628 87		16,670	16,670 •	
5,630,926 55		162,498	162,498 •	
1,611,180 25		125,131	125,131 •	
51,556 25		11,007	11,007 •	
52,651 92		7,599	7,599 •	
44,495 91		5,545	5,545 •	
243,558 87		19,307	19,307 •	
35,252 77		9,935	9,935 •	
306,800 82		25,354	25,354 •	
101,035 90		13,931	13,931 •	
80,940 50		11,749	11,749 •	
9,170 81		1,466	1,466 •	
66,212 76		9,301	9,301 •	

N° D'ORDRE.	COMMUNES.	FONDS COMMUNAL		
		CONTRIBUTIONS directes EN 1890 (principales).	Moyenn des OCTROIS EN 1850. — Minimum de COTE-PART des COMMUNES à octroi.	SOMMES revenues AUX COMMUNES dans la répartition ou delà du minimum indiqué dans la colonne précédente
1.	2.	3.	4.	5.
		Francs.	Francs.	Francs.
52	Verviers	391,075 53	282,551 37	137,727 57
53	Dinant	54,110 02	58,000 "	20,151 03
54	Alost	135,480 97	92,492 99	53,114 64
55	Huy	106,543 88	72,242 06	42,257 94
56	Courtrai	244,700 80	163,798 76	99,249 22
57	Saint-Trond	66,610 50	44,480 "	27,095 08
58	Dixmude	28,063 04	18,500 "	11,658 64
59	Tongres	54,844 21	35,696 36	23,245 32
40	Lessines	35,152 39	21,566 92	16,210 46
41	Hérenthals	18,716 13	11,118 41	8,995 34
42	Quaregnon	46,755 01	27,650 42	22,587 "
43	Spa. !.	64,254 06	34,094 "	34,959 17
44	Grammont	51,334 75	26,725 "	28,443 13
45	Stavelot	21,785 40	11,230 60	12,181 71
46	Aerschot	22,924 27	11,515 51	13,120 62
47	Nivelles	75,578 77	36,410 "	42,663 24
48	Ninove	32,770 95	15,000 "	20,218 11
49	Dour	58,663 64	17,664 55	23,886 28
50	Renaix	70,562 74	52,102 62	45,729 56
51	Anvers	3,142,283 68	1,350,578 98	2,026,355 48
52	Péruwelz	49,203 31	21,131 96	31,790 07
53	Gheel	35,018 12	14,822 54	22,810 54
54	Mariembourg	4,337 50	1,790 01	2,871 27
55	Pâturages	52,788 89	12,179 35	23,058 04
56	Charleroi	195,647 68	70,585 17	137,523 07
57	Herve	26,703 17	9,651 88	19,045 34
58	Rœulx	13,841 61	4,990 "	9,885 23
59	Wavre	44,177 09	15,690 20	51,785 80
60	Jodoigne	28,881 35	9,494 35	21,543 70
61	Hornu	27,050 35	8,746 09	20,524 23
62	Leuze	38,066 70	12,137 12	28,772 20
63	Basel	8,780 82	5,044 13	11,971 61
64	Steendorp	7,072 57		
65	Beaumont	15,092 20	4,623 "	11,596 20
66	Wasmès	40,044 "	10,761 57	52,282 70

		FONDS SPÉCIAL.		Observations.
QUOTE-PART de chaque commune.	POPULATION de droit d'après le recensement décennal de 1880.	SOMMES revenant aux communes dans le fonds spécial.		
6.	7.	8.	9.	
Francs.	Habitants.	Francs.		
420,278 04	40,944	40,944	•	
58,151 65	6,542	6,542	•	
145,607 65	20,679	20,679	•	
114,500 •	12,496	12,496	•	
263,047 98	26,943	26,943	•	
71,584 68	11,542	11,542	•	
30,158 04	4,106	4,106	•	
58,939 68	8,225	8,225	•	
37,777 38	7,274	7,274	•	
20,113 75	4,858	4,858	•	
30,246 42	12,406	12,406	•	
69,053 17	6,732	6,732	•	
55,168 13	9,395	9,395	•	
23,412 31	4,287	4,287	•	
24,636 13	5,378	5,378	•	
70,073 24	10,168	10,168	•	
55,218 11	6,581	6,581	•	
41,550 83	10,163	10,163	•	
73,851 98	14,370	14,370	•	
5,376,952 46	169,427	169,427	•	
52,942 03	8,007	8,007	•	
37 653 08	10,468	10,468	•	
4,661 28	805	805	•	
35,257 59	10,090	10,090	•	
208,108 24	16,372	16,372	•	
28,697 22	4,616	4,616	•	
14,875 25	2,744	2,744	•	
47,476 •	6,847	6,847	•	
31,058 05	4,508	4,508	•	
29,070 52	8,306	8,306	•	
40,909 52	6,257	6,257	•	
9,415 03	2,958	2,958	•	
7,600 71	2,078	2,078	•	
16,219 20	2,004	2,004	•	
43,034 27	12,274	12,274	•	

N° d'ordre.	COMMUNES.	FONDS COMMUNAL.		
		CONTRIBUTIONS directes EN 1890 (principal).	Revenu net des OCTROIS EN 1889. — Minimum de PART des communes à octroi	SOMMES reçues AUX COMMUNES dans la répartition au delà du minimum indiqué dans la colonne précédente.
1.		3.	4.	5.
		Francs	Francs.	Francs.
67	Soignies	47,205 57	12,500 "	38,250 65
68	Gembloux	23,847 61	6,500 "	19,328 42
69	Enghien	27,767 91	7,500 "	22,541 47
70	Binche	56,765 47	14,610 "	46,592 26
71	Roulers	90,855 79	24,749 "	79,315 81
72	Tamise	39,585 78	8,666 91	35,872 77
73	Blankenberghe.	58,679 52	12,000 "	51,061 50
74	Vilvorde	53,279 16	9,948 46	47,509 50
75	Bouillon	10,598 54	1,546 99	10,042 99
76	Fontaine-l'Évêque	28,467 26	5,455 "	27,158 04
77	Bastogne	12,862 05	1,246 86	12,575 66
78	Chimay	25,465 41	2,459 90	24,904 98
79	Jemappes	47,548 62	2505 92	64,128 36
80	Flénu.	14,267 57		
81	Eecloo	41,857 66	1,540 "	43,645 36
	Communes à octroi	15,667,743 05	11,558,145 80	5,311,545 25
	— sans octroi	14,528,991 41	"	"
	TOTAL GÉNÉRAL. . . fr.	50,196,734 44	"	"

		FONDS SPÉCIAL.		Observations.
QUOTE-PART	POPULATION	SOMMES		
de chaque commune.	de droit d'après le recensement décennal de 1880.	revenant aux communes dans le fonds spécial.		
6.	7.	8.	9.	
Francs.	Population.	Francs.		
50,730 65	8,144	8,144 •		
25,628 42	3,482	3,482 •		
29,841 47	4,044	4 044 •		
61,002 26	9,146	9,146 •		
104,064 81	17,219	17,219 •		
42,339 68	9,045	9,045 •		
65,061 30	3,009	3,009 •		
57,257 76	8,202	8,202 •		
11,589 08	2,404	2,404 •		
30,595 04	3,005	3,005 •		
15,822 52	2,848	2,848 •		
27,364 88	3,136	3,136 •		
51,000 20	10,741	10,741 •		
15,532 00	4,139	4,139 •		
44,983 36	10,741	10,741 •		
16,860,489 05	1,440,127	1,440,127 •		
15,615,058 05	4,070,882	4,070,882 •		
32,485,427 06	5,520,009	5,520,009 •		

(436)

ANNEXE D.



RELEVÉ

*présentant le montant et l'emploi des revenus du fonds communal
depuis sa création.*

(1860 à 1891.)



ANNÉES.	REVENU BRUT.	INDEMNITÉS pour les traitements d'attente.	FONDS DE RÉSERVE.			SOMME à répartir entre les communes. (TOTAL des col. 11, 12 et 13.)	MONTANT DES CONTRI (de l'année précéd servant de base à la répartition du		
			Prélèvement sur le revenu du FONDS communal.	Retenue au profit du FONDS communal.	MONTANT au 31 décembre.		Communes à octroi.	Communes sans octroi.	
1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.	9.	
1860 (161 jours)	6,721,511 48	229,470 66	•	•	•	6,491,840 82	9,372,505 51	7,606,887 02	
1861	15,255,570 37	580,637 55	•	•	•	14,872,932 82	9,475,462 69	7,604,848 32	
1862	15,795,568 82	550,940 44	•	•	•	15,444,428 58	9,548,095 23	7,778,757 93	
1863	16,557,282 51	176,727 04 (pour 201 jours)	(b) 184,796 98	•	(b) 184,796 98	15,995,737 39	9,624,554 05	7,884,542 44	
1864	16,445,952 67	•	(b) 407,246 25	•	(b) 595,575 25	16,056,706 42	9,747,546 79	8,000,877 70	
1865	17,522,980 27	•	(b) 420,791 61	•	(b) 1,050,252 34	16,893,188 66	9,887,300 53	8,140,614 55	
1866	17,956,590 95	•	(b) 446,926 79	•	(b) 1,542,201 63	17,489,665 14	10,044,507 87	8,280,530 29	
1867	18,578,568 34	•	(b) 452,712 87	•	(b) 2,052,440 67	17,925,655 47	10,157,882 75	8,436,156 19	
1868	17,752,716 08	•	(b) 516,546 66	•	(b) 2,442,525 86	17,456,169 42	10,237,819 26	8,559,524 95	
1869	19,089,221 58	•	(b) 474,660 60	•	(b) 5,000,685 25	18,614,560 98	10,812,311 85	9,014,288 88	
1870	22,592,848 40	•	{(b) 570,289 27 {(e) 5,022,559 15	•	{(b) 5,676,200 02 {(e) 5,022,559 15	19,000,000 •	10,981,755 96	9,229,515 82	
1871	18,946,640 94	•	{(b) 462,259 78 {(e) 1,465,590 84	•	{(b) 4,504,711 03 {(e) 5,120,446 46	19,950,000 •	11,184,146 16	9,421,868 47	
1872	21,408,476 29	•	{(b) 556,471 99 {(f) 14,504 30	•	{(b) 5,015,072 06 {(e) 1,735,069 94	20,947,500 •	11,559,915 56	9,599,652 42	
1875	25,459,041 46	•	(b) 592,105 92	•	{(b) 5,779,515 22 {(e) 1,797,087 79	22,866,935 54	11,740,588 24	9,944,578 53	
1874	25,485,850 01	•	{(b) 601,850 22 {(e) 212,618 96	•	{(b) 6,652,860 18 {(e) 1,655,568 93	25,094,618 75	11,960,465 09	10,204,189 14	
1875	25,045,770 08	•	(b) 657,711 57	•	{(b) 7,576,708 99 {(e) 1,721,906 98	24,408,059 41	12,511,521 50	10,599,586 27	
1876	25,590,910 18	•	•	{(b) 56,516 74 {(e) 54,590 25	{(b) 7,818,845 96 {(e) 1,775,252 41	25,461,817 17	12,615,573 12	10,950,298 98	
1877	24,705,442 34	•	•	{(b) 58,861 53 {(e) 1,915,782 56	{(b) 8,107,166 14 {(e) 1,721,906 98	26,658,086 05	12,944,498 58	11,555,960 63	
1878	25,774,678 20	•	•	(b) 1,754,642 67	(b) 8,445,856 11	25,509,520 87	13,176,174 70	11,751,585 27	
1879	25,790,268 96	•	•	(b) 86,139 07	(b) 7,106,619 44	25,876,408 05	13,481,500 89	12,157,082 58	
1880	25,666,900 39	•	•	(b) 547,704 59	(b) 7,318,992 59	26,014,604 98	13,755,281 41	12,541,795 69	
1881	26,815,065 48	•	(b) 675,071 76	•	(b) 7,978,455 33	26,139,995 72	14,029,509 04	12,645,855 81	
1882	27,598,111 56	•	(b) 574,267 44	•	(b) 8,070,111 85	27,153,028 08	14,285,684 15	12,901,810 74	
1883	27,598,111 56	•	•	(b) 205,785 06	8,809,756 06	27,603,894 62	14,545,934 87	13,161,599 15	
1884	26,572,745 99	•	•	(b) 586,226 15	8,589,960 69	26,958,972 14	14,792,917 44	13,411,754 10	
1885	29,551,848 33	•	(b) 111,504 65	•	9,077,321 64	29,240,543 70	15,215,502 43	13,894,055 75	
1886	26,729,557 29	•	•	(b) 1,205,152 87	8,227,856 84	27,954,470 16	15,567,641 42	14,059,805 51	
1887	28,581,450 96	•	(b) 556,768 96	•	9,276,254 55	28,044,662 •	15,488,502 76	14,219,830 80	
1888	28,058,123 94	•	•	(b) 548,454 68	9,269,785 44	28,406,558 62	15,655,559 54	14,417,748 06	
1889	26,885,762 67	•	•	(b) 1,242,800 92	8,450,766 09	28,128,563 59	15,855,573 17	14,655,501 56	
1890	28,555,066 59	•	561,805 19	•	9,151,928 05	28,193,261 40	16,043,569 49	14,889,517 50	
1891	32,407,545 •	•	•	(g) 76,084 06	9,414,264 85	32,485,427 06	15,667,745 05	14,528,991 41	

MUNICIPALITÉS (dents) fonds communal	MONTANT DES SOMMES REPARTIES ENTRE			Marc le franc de la repartition annuelle	NOMBRE de communes dont LA QUOTÉ-PART		Observations.
	les communes à octroi		les communes sans octroi.		est égale au revenu de l'octroi en 1859	dépasse le revenu de l'octroi en 1859	
	a titre de minimum	proportionnellement au montant des contributions.					
TOTAL.	11.	12.	13.	14.	15.	16.	17.
16,979,482 55	5,104,568 55	52,177 25	1,295,275 22	0.38000761	60	9	N. B. Pour les 81 communes à octroi, le montant total du revenu net des octrois en 1859 s'élevait à fr. 41,538,145 80.
17,170,511 01	11,510,410 05	97,057 14	5,205,485 05	0.424372289	67	11	
17,520,851 10	11,485,775 51	158,586 56	3,820,068 51	0.49109101	65	15	(a) Pour la période qui s'est écoulée du 31 juillet au 31 décembre 1860, le marc le franc réel de la répartition a été de 0 170276648, qui correspond, pour une année entière, au chiffre de 0 38000764
17,508,786 47	11,425,002 15	220,505 54	4,550,155 90	0 53113900	59	19	(b) Réserve ordinaire, art. 2, § 4 de la loi du 20 décembre 1862 (Moniteur n° 357).
17,757,424 49	11,409,511 95	250,296 81	4,591,007 66	0 54821652	58	20	
18,027,925 86	11,351,821 00	542,884 74	5,198,482 80	0.63858606	55	25	
18,555,847 16	11,275,048 95	459,917 89	5,754,861 50	0.69123536	49	29	(c)
18,594,018 92	11,250,210 90	554,501 79	6,160,748 78	0.73028086	46	32	(d)
18,797,544 21	11,292,715 50	454,088 54	5,709,567 58	0.66701921	50	28	(e) Par suite d'une erreur qui n'a été constatée dans la comptabilité d'un receveur que lorsque la répartition était terminée, une somme de 194 francs a été distribuée en trop entre les communes. Cette erreur a été régularisée par la déduction de 194 francs de la somme répartie en 1867.
19,826,600 71	11,161,698 28	658,805 47	6,794,057 23	0.75560861	44	54	
20,211,067 78	9,765,006 80	2,086,462 55	7,147,650 58	0 77488762	41	57	(f) Voir le renvoi (c).
20,606,014 65	9,619,965 94	2,498,101 58	7,851,925 48	0 83148535	57	42	
20,959,565 98	9,486,458 24	2,892,205 80	8,568,855 96	0 89269565	55	46	(g) Réserve extraordinaire, article 13 de la loi du 15 mai 1870 (Moniteur n° 137).
21,684,966 77	5,786,889 82	7,155,597 75	9,944,647 99	1.000098695	20	59	
22,164,652 23	8,664,256 54	4,529,604 17	10,100,778 04	0.98986582	22	57	(h) Recette constatée après la répartition de 1872 il a été tenu compte aux communes de la somme de fr. 14,504 56, lors de la répartition de 1873
22,919,707 57	5,565,550 50	8,121,467 72	10,921,261 55	1 05056753	18	62	
25,563,872 10	5,565,550 56	8,545,598 97	11,550,887 84	1 05484080	18	62	(i) Réserve ordinaire, art. 2, § 5 de la loi du 20 décembre 1862 (Moniteur n° 357).
24,500,459 21	5,660,452 19	10,721,147 08	12,276,486 76	1.08106105	14	56	
24,927,759 97	5,551,158 01	8,451,894 51	11,706,288 55	0.99614568	17	65	
25,658,585 27	5,551,158 01	8,557,559 85	11,967,710 17	0.98442980	17	65	
26,077,075 10	5,551,158 01	8,649,418 53	12,014,048 59	0.97544429	17	65	
26,675,564 85	5,565,518 66	8,677,060 76	12,097,614 50	0.95679787	18	62	
27,187,494 89	5,595,552 19	10,872,001 94	12,665,475 95	0.98168189	15	68	
27,705,554 02	5,415,244 98	11,272,064 52	12,916,585 52	0.98138419	12	69	
28,204,671 54	5 770,166 15	10,617,246 26	12,571,559 75	0.95735588	14	67	
29,109,558 16	2,670,087 52	12,722,005 94	15,850,450 44	0.99606988	9	72	
29,427,446 95	5,429,425 65	11,354,472 95	15,150,571 58	0.93534757	15	68	
29,708,542 56	5,429,425 65	11,585,004 14	15,252,252 23	0.93054121	15	68	
30,053,507 60	5,415,244 98	11,555,299 99	15,548,015 65	0.95545589	12	69	
30,408,674 73	5,415,244 98	11,595,658 08	15,517,680 55	0 91009403	12	69	
30,932,887 08	5,869,996 71	10,948,406 81	15,574,857 88	0 89827342	14	67	
30,196,754 44	551,577 90	16,518,111 15	15,615,958 05	1.1746746	3	78	